



Le Ministre الوزير

Circulaire relative aux mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, adressée aux Experts comptables

Conformément aux dispositions de l'article premier du décret d'application n ° 2019-197 de la loi n ° 2019-017 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le Ministère chargé des Finances est l'autorité de contrôle des experts-comptables, il assure, en cette qualité, la supervision et le contrôle de la conformité des experts comptables aux obligations qui leurs sont édictées par cette loi et ses textes d'application. A ce titre, Le Ministère prend toutes les mesures et dispositions nécessaires pour garantir l'application des dispositions de cette loi et ses textes d'application, conformément à l'article 28 de cette loi. C'est dans ce cadre qu'intervient cette circulaire. Ainsi, les experts comptables et le personnel travaillant à leur niveau doivent veiller à l'application stricte de cette loi et ses textes d'application.

1. Dans l'application des dispositions du présente circulaire, les mots et expressions suivants ont la signification qui leur est attribuée, à moins que le contexte n'indique le contraire :

Loi : Loi n ° 2019-017 du 20 février 2019 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Unité : Unité mauritanienne d'investigation financière.

Client : Client de l'expert comptable.

Bénéficiaire réel : Toute personne physique qui détient ou exerce un contrôle effectif final, directement ou indirectement, sur le client ou la personne pour le compte de laquelle l'opération est effectuée, ainsi que celui qui exerce le contrôle effectif final sur une personne morale ou une construction juridique.

Personne politiquement exposée : personnes qui ont été chargées (ou auxquelles on a confié) des fonctions publiques supérieures au sein de l'Etat ou au niveau d'un Etat étranger, des postes de direction supérieurs ou une fonction dans une organisation internationale.

2. L'expert-comptable est tenu d'appliquer des procédures de due diligence pour identifier l'identité du client, son statut juridique et son activité, le but et la nature de la relation d'affaire et le bénéficiaire réel de cette relation, et de les vérifier en détail comme il sera décrit, et de procéder à un suivi continu des opérations effectuées dans le cadre d'une relation continue avec les clients, avec l'enregistrement et la conservation de leurs données conformément aux dispositions de cette circulaire. Ceci lors de la préparation ou de l'exécution d'opérations financières pour le compte de ses clients dans le cadre des activités suivantes :

A. Acheter et vendre de l'immobilier.

B. Gérer des fonds, des valeurs ou d'autres actifs appartenant au client.

C. Gérer des comptes bancaires, des comptes d'épargne ou des comptes de titres.

D. Organiser les contributions et participation pour la création, le fonctionnement ou la gestion de sociétés ou d'autres entités.

E. Création, exploitation ou gestion de personnes morales ou de constructions juridiques, et achat et vente d'entités commerciales.

3. L'expert-comptable doit prendre des mesures de due diligence raisonnable avant d'établir une relation d'affaire ou lorsque il soupçonne une opération de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou quand il doute de l'authenticité des données, informations ou documents obtenus du client afin de vérifier son identité. Il doit gérer, étudier, comprendre et enregistrer les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en termes d'identification, d'évaluation, de contrôle, de surveillance, de mise à jour et d'atténuation des risques. Tout en prenant en considération les obligations et mesures de conformité relatives aux nouvelles technologies.

4. Lors de l'identification et la vérification de l'identité du client, les éléments suivants doivent être pris en compte :

A. Pour la personne physique : obtenir le nom complet de la personne mentionnée dans les actes officiels, son numéro d'identification national pour les citoyens et les résidents et son numéro de passeport pour les étrangers, ainsi que l'adresse de résidence, les date et lieu de naissance, la nationalité et les autres données et informations nécessaires pour identifier et vérifier la validité de ces informations.

B. Pour la personne morale : obtention du nom et de la forme juridique de la personne, des éléments prouvant l'établissement et les dispositions qui régissent et organisent le fonctionnement et l'activité de la personne morale ou son montage juridique et la hiérarchie supérieure, le dossier fiscal, l'adresse officielle déclarée et le lieu de l'activité s'ils sont différents, la structure et la forme de propriété et de l'administration et d'autres données et informations nécessaires à l'identification et à la vérification de ces informations.

5. L'expert-comptable doit examiner les documents officiels en vigueur pour identifier et vérifier l'identité du client et du bénéficiaire réel et en obtenir une copie conforme. Il doit aussi prendre les mesures nécessaires pour vérifier l'authenticité des documents, des données et des informations obtenus du client par le biais de sources neutres et fiables.

6. En cas de doute sur l'identité ou l'impossibilité d'identification et de vérification, l'expert-comptable ne doit pas finaliser la transaction et informer immédiatement l'unité en cas de suspicion de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

7. L'expert-comptable doit suivre des procédures de due diligence raisonnable strictes, y compris l'obtention des accusés de réception écrits des bénéficiaires réels et l'identité des dirigeants et des principaux actionnaires et des relations avec eux, et l'obtention des informations supplémentaires sur le client, telles que les motifs de la relation d'affaire, son objectif, des informations sur l'activité du client, son historique professionnel et l'activité attendue. Ceci est du fait de l'existence de risques élevés de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, dont par exemple :

A. Opérations effectuées avec des personnes se trouvant dans des pays ne disposant pas de systèmes de LBC / FT adéquats. Ou des pays à haut risque, y compris ceux pour lesquels le GAFI appelle à des mesures à leur rencontre ;

B. Opérations inhabituellement de taille ou complexes ou n'ayant pas d'objectif économique ou juridique clair ;

C. Clients non-résidents ;

D. Associations à but non lucratif ;

E. Une personne politiquement exposée.

8. L'expert-comptable, doit, à l'égard de la personne politiquement exposée, mettre en place, en plus des mesures de vigilance décrites ci-dessus, un système adéquat permettant de gérer les risques de ces personnes, en prenant en considération leur niveau de risques. Il doit vérifier leurs sources de patrimoine et de revenu, tout en assurant un suivi attentif et continu des transactions avec eux.

9. L'expert-comptable doit appliquer toutes les mesures mentionnées aux constructions juridiques, dont les fonds fiduciaires et les arrangements juridiques similaires.

10. L'expert-comptable doit exécuter toutes les sanctions financières ciblées, qui sont communiquées par les autorités de contrôle.

11. L'expert-comptable doit mettre à jour les données d'identification et de vérification de l'identité conformément à cette circulaire et il doit renouveler cette mise à jour en cas de doute quant à l'exactitude ou au bien-fondé des données précédemment obtenues à n'importe quel stade de la relation avec le client ou le bénéficiaire réel, ou en cas de suspicion de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

12. Il est interdit à l'expert-comptable de traiter avec des personnes anonymes ou non identifiées ou avec des noms fictifs ou non réels, ou avec les banques et les sociétés fictives. Il est aussi interdit de se baser sur une troisième partie quant à l'application des mesures de due diligence envers les clients.

13. L'expert comptable devrait désigner un employé qualifié comme responsable de communiquer à l'unité, ou de le faire lui-même, afin de déclarer les opérations suspectes de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, et de fournir à l'unité le nom, l'identité et les données, en spécifiant le suppléant pour le remplacer en son absence. L'expert comptable est tenu d'informer la personne responsable de la notification de toute opération suspecte

14. La personne responsable de communiquer les déclarations de soupçons informe sans délai l'unité des opérations soupçonnées de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme conformément au formulaire de déclaration envoyé par l'unité, il lui communique toutes les données, tous les documents et toutes les informations en sa possession et prépare les dossiers de ces opérations et les conserve conformément à la loi.

15. L'expert comptable doit mettre en place un système interne approprié comprenant des politiques, des contrôles, des dispositions et des procédures internes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le

financement du terrorisme afin que les politiques de lutte soient claires et constamment mises à jour. Ce système doit inclure des procédures écrites détaillées dans lesquelles les tâches et les responsabilités sont définies conformément à la loi sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et ses textes d'application ainsi qu'à la présente circulaire. Ils doivent également contenir la mise en place d'un mécanisme approprié pour vérifier le respect de ce qui précède, ainsi que des procédures pour examiner les systèmes de contrôle interne afin de garantir leur efficacité dans la lutte et pour assurer les remèdes aux manquements constatés. Il devrait également inclure les principes fondamentaux de la gestion des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en termes d'identification, d'évaluation, de contrôle et d'atténuation des risques.

16. Il est interdit à l'expert comptable et à l'ensemble de son personnel de divulguer ou d'alerter le client ou toute autre personne sur les mesures relatives aux opérations suspectes soumises ou à soumettre à l'unité, ainsi que sur toute action entreprises, directement ou indirectement, sur ces opérations.

17. L'expert comptable doit tenir tous les registres conformément à l'article 12 de la loi n° 2019-017 sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et ses textes d'application.

18. L'expert comptable doit former son personnel et renforcer leurs compétences dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

18. Quiconque enfreint les dispositions de la présente circulaire est passible de sanctions en vertu de l'article 44 de la loi n° 2019-017 sur le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, aux termes duquel :

« Dans le cas du non-respect des mesures de la présente loi et de ses textes d'application par les établissements financiers, les entreprises et professions non financières désignées, les organisations à but non lucratif et d'autres entités ou l'un des membres du conseil d'administration, les directeurs et les employés et sans préjudice des autres dispositions de la présente loi ou d'autres législations en vigueur, les autorités de contrôle peuvent imposer une ou plusieurs des mesures ou sanctions suivantes :

- 1) avertissement écrit afin de se conformer aux dispositions légales dans un délai déterminé;*
- 2) le paiement des amendes ou des amendes financières déterminées par l'autorité de contrôle est fixé par des textes réglementaires en fonction de la nature et de la gravité de l'infraction, d'au moins cent mille ouguiyas (100000) et d'au plus cinq cent mille ouguiyas (500 000) ;*
- 3) la suspension provisoire de certaines opérations;*
- 4) l'interdiction de l'exercice de certaines opérations et autres restrictions à l'exercice de l'activité;*
- 5) la suspension de la distribution des dividendes;*
- 6) la suspension provisoire d'un ou de plusieurs administrateurs ou les propriétaires dont la responsabilité dans la commission de l'infraction est prouvée;*
- 7) la nomination d'un administrateur temporaire;*
- 8) le retrait partiel de l'agrément;*
- 9) le retrait de l'agrément.*

Dans tous les cas, l'autorité de contrôle publie les sanctions qu'elle prend dans les différents moyens de publication et assure le suivi des mesures correctives prises par les parties concernées.

Les textes applicables peuvent inclure toute autre mesure ».



Mohamed Lemine OULD DHEHBY





Le Ministre الوزير

تعميم بخصوص إجراءات مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب

موجه إلى الخبراء المحاسبين

بموجب أحكام المادة الأولى من المرسوم التطبيقي رقم 197-2019 لقانون مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب رقم 017-2019 فإنه ولأغراض مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب تكون الوزارة المكلفة بالمالية الجهة الرقابية على خبراء المحاسبة، وتتولى بهذه الصفة أعمال الإشراف والرقابة على الالتزام بتطبيق الأحكام المنصوص عليها في هذا القانون والنصوص التطبيقية له، ويكون لها اتخاذ كافة التدابير والإجراءات لإلزامها بالوفاء بمتطلبات هذا القانون والنصوص التطبيقية له وفقا لما تقضي المادة 28 من ذات القانون، ويأتي إصدار هذا التعميم استنادا إلى أحكام هذا القانون. وعليه فإنه يتعين على الخبراء المحاسبين والعاملين لديهم تنفيذ أحكام هذا القانون والنصوص التطبيقية له بكل دقة.

1. في تطبيق أحكام هذا التعميم يكون للكلمات والعبارات التالية المعاني المبينة قرين كل منها ما لم يقتضي سياق النص غير ذلك:

القانون: القانون رقم 2019 - 017 الصادر بتاريخ 20 فبراير 2019، المتضمن مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب؛

الوحدة: وحدة التحريات المالية الموريتانية

العميل: المتعامل مع خبير المحاسبة

المستفيد الحقيقي: أي شخص طبيعي يمتلك أو يمارس سيطرة فعلية نهائية، مباشرة أو غير مباشرة، على العميل أو الشخص الذي تتم المعاملة نيابة عنه، وكذلك الذي يمارس سيطرة فعلية نهائية على شخص اعتباري أو ترتيب قانوني.

الشخص السياسي الذي يمثل مخاطر: الأفراد الذين كلفوا (أسندت لهم) أو أصبحوا مكلفين بمهام (وظائف) عامة عليا في الدولة أو في دولة أجنبية، أو مناصب إدارية عليا أو وظيفة .

2. يلتزم خبير المحاسبة بتطبيق إجراءات العناية الواجبة للتعرف على هوية العميل وأوضاعه القانونية ونشاطه والغرض من علاقة العمل وطبيعتها والمستفيد الحقيقي من هذه العلاقة، إن وجد، والتحقق منها بشكل مفصل، وإجراء متابعة متواصلة للعمليات التي تتم في إطار علاقة مستمرة مع العملاء ، مع تسجيل البيانات المتعلقة بهم والإحتفاظ بها وفقا لأحكام هذه التعليمات. وذلك عند قيامه بإعداد عمليات مالية أو تنفيذها لمصلحة عملائه فيما يتعلق بالأنشطة التالية:

أ. شراء العقارات وبيعها.

ب. إدارة الأموال أو الأوراق المالية أو غيرها من الأصول التي يمتلكها العميل.

ج. إدارة الحسابات المصرفية أو حسابات التوفير أو حسابات الأوراق المالية.

د. تنظيم المساهمات بغرض إنشاء الشركات أو الكيانات الأخرى أو تشغيلها أو إدارتها.

هـ. إنشاء الأشخاص الاعتبارية أو الترتيبات القانونية أو تشغيلها أو إدارتها، وشراء الكيانات التجارية وبيعها.

3. على خبير المحاسبة أن يتخذ إجراءات العناية الواجبة قبل إقامة علاقة العمل ، أو عند الاشتباه في أي عملية غسل أموال أو تمويل إرهاب أو الشك في صحة البيانات والمعلومات أو الوثائق التي تم الحصول عليها من العميل بغرض التحقق من هويته. وأن يقوم بإدارة مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب من حيث دراستها وفهمها وتقييمها وتوثيقها وضبطها ومراقبتها وتحديثها وتخفيفها، أخذا في الاعتبار الالتزام بالمتطلبات المتعلقة بالتقنيات الحديثة.

4. يراعى لدى التعرف على هوية العميل والتحقق منها ما يلي:

أ. بالنسبة للشخص الطبيعي: الحصول على الاسم الكامل للشخص المدون في الإثباتات الرسمية، ورقم تعريفه الوطني بالنسبة للمواطنين والمقيمين ورقم جواز سفره بالنسبة للأجانب، بالإضافة إلى عنوان محل الإقامة وتاريخ ومكان الولادة والجنسية، وغيرها من البيانات والمعلومات اللازمة للتعرف، والتحقق من صحة هذه المعلومات.

ب. بالنسبة للشخص الاعتباري : الحصول على اسم الشخص وشكله القانوني واثبات التأسيس والصلاحيات التي تنظم وتحكم عمل الشخص الاعتباري أو الترتيب القانوني والإدارة العليا، والسجل الضريبي، والعنوان الرسمي المسجل ومكان العمل في حال ما إذا كان مختلفا، وهيكل الملكية والإدارة وغيرها من البيانات والمعلومات اللازمة للتعرف، والتحقق من صحة هذه المعلومات.

5. على خبير المحاسبة الاطلاع على الوثائق الرسمية سارية المفعول للتعرف على هوية العميل والمستفيد الحقيقي والتحقق منها، مع الحصول على نسخة طبق الأصل منها. واتخاذ الإجراءات اللازمة للتحقق من صحة الوثائق والبيانات والمعلومات التي حصل عليها من العميل من خلال مصادر محايدة وموثوقة.

6. في حالة وجود شكوك حول الهوية أو عدم إمكانية التعرف والتحقق ، يتعين على خبير المحاسبة عدم إتمام التعامل وإبلاغ الوحدة فوراً في حالة الإشتباه في غسل أموال أو تمويل إرهاب.

7. على خبير المحاسبة اتباع إجراءات عناية واجبة مشددة تشتمل على الحصول على بيانات إضافية عن العميل والمستفيد الحقيقي، مثل أسباب علاقة العمل والغرض منها ومعلومات عن نشاط العميل وسجله الوظيفي ونشاطه المتوقع ، وذلك لوجود مخاطر مرتفعة لعمليات غسل الأموال وتمويل الإرهاب ، ومن أمثلتها:

أ. العمليات التي تتم مع اشخاص يتواجدون في دول لا تتوافر لديها نظم مناسبة لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب. أو دول ذات مخاطر مرتفعة ، بما في ذلك الدول التي تدعو مجموعة العمل المالي إلى اتخاذ إجراءات تجاهها .

ب. العمليات الكبيرة أو المعقدة بدرجة غير معتادة أو التي لا يكون لها غرض اقتصادي أو قانوني واضح .

ج. العملاء غير المقيمين

د. الجمعيات التي لا تهدف إلى الربح

هـ. الشخص السياسي الذي يمثل مخاطر.

8. على خبير المحاسبة فيما يتعلق بالشخص السياسي الذي يمثل مخاطر أن يقوم بالإضافة إلى تدابير العناية الواجبة المشددة المشار إليها سلفاً، بوضع نظام لإدارة مخاطر هؤلاء الأشخاص بما يتناسب مع مخاطرهم، واتخاذ تدابير معقولة لمعرفة مصدر الثروة أو مصدر الأموال ، مع المتابعة بشكل دقيق ومستمر للتعاملات التي تتم معهم.

9. على خبير المحاسبة أن يطبق كافة الإجراءات المشار إليها أعلاه على الترتيبات القانونية ، إن وجدت، والتي يقصد بها الصناديق الاستثنائية أو الترتيبات القانونية المشابهة.

10. يتعين الالتزام بتنفيذ القرارات الصادرة بشأن العقوبات المالية المستهدفة ، والتي يتم إبلاغ خبير المحاسبة بها من قبل الجهة الرقابية .

11. على خبير المحاسبة تحديث بيانات التعرف والتحقق من الهوية ،وتجديد هذا التحديث عند ظهور شكوك بشأن دقة أو كفاية البيانات التي تم الحصول عليها مسبقاً في أي مرحلة من مراحل التعامل مع العميل أو المستفيد الحقيقي ، أو عند وجود اشتباه في حدوث غسل أموال أو تمويل إرهاب.

12. يحظر التعامل مع أشخاص مجهولي الهوية أو بأسماء صورية أو وهمية أو مع البنوك والشركات الوهمية ، كما يحظر الاعتماد على طرف ثالث في تطبيق إجراءات العناية الواجبة تجاه العملاء .

13. على خبير المحاسبة أن يسمي أحد الموظفين المؤهلين لديه ، ليكون الشخص المسئول عن إبلاغ الوحدة، أو يتولى ذلك بنفسه ، الإبلاغ عن الاشتباه وموافاة الوحدة بإسمه وبياناته، مع تحديد الشخص البديل الذي يحل محله في حالة غيابة.

14. يلتزمخبير المحاسبة أو الشخص المسئول عن الإبلاغ بإبلاغ الوحدة فوراعن العمليات المشتبه في أنها متحصلات جريمة أو غسل أموال أو تمويل إرهاب وفقا لمتطلبات الإبلاغ الواردة في المادة 15 من القانون وعلى النموذج المرسل من الوحدة، وذلك بغض النظر عن مبلغ العملية ، مع تزويد الوحدة بكافة البيانات والوثائق والمعلومات المتوافرة لديه ، مع إعداد ملفات خاصة بتلك العمليات وحفظها وفقا لمتطلبات القانون.

15. على خبير المحاسبة وضع نظام داخلي مناسب يتضمن سياسات وضوابط وإجراءات داخلية لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب ، وبحيث تكون سياسات مكافحة واضحة ويتم تحديثها باستمرار، وتتضمن إجراءات تفصيلية مكتوبة يتم فيها تحديد الواجبات والمسؤوليات بما يتفق مع قانون مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب ومرسوم تطبيقه وهذه التعليمات، كما يجب أن تشمل على وضع آليات مناسبة للتحقق من الالتزام بما جاء بها ، وإجراءات لفحص أنظمة الرقابة الداخلية للتأكد من فعاليتها في مكافحة واستكمال أي قصور بها. كما يجب أيضا أن تشمل الأسس اللازمة لإدارة مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب من تحديد وتقييم وضبط وتخفيف المخاطر.

16. يحظرعلى خبير المحاسبة وكافة العاملين لديه الإفصاح أو تنبيه العميل أو أي شخص آخر عن أي إجراء من الإجراءات المتعلقة بالعمليات المشتبه فيها التي قدمت أو سوف تقدم الى الوحدة، وكذلك أي إجراء يتخذ بشأن تلك العمليات، سواء كان ذلك بشكل مباشر أو غير مباشر.

17. يجب على خبير المحاسبة الاحتفاظ بجميع السجلات وفقا لما تقضي به المادة 12 من قانون مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب رقم 2019 - 017 والمرسوم التطبيقي له.

18. يجب على الخبير تأهيل وتدريب العاملين لديه في مجال مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب.

19. يعاقب كل من يخالف أحكام هذه التعليمات بموجب المادة 44 من قانون مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب رقم 2019 - 017 والتي تنص علي أنه: " دون المساس بالعقوبات الأخرى المنصوص عليها في هذا القانون أو غيره من التشريعات النافذة، يكون للجهات الرقابية توقيع الجزاءات الآتية على المؤسسات المالية والأعمال والمهن غير المالية المحددة، والجمعيات التي لا تهدف إلى الربح وغيرها من الجهات، أو أي من أعضاء مجلس الإدارة والمديرين والعاملين في حالة عدم التزامهم بأي من الإجراءات أو التدابير الصادرة عن الجهات الرقابية وفقا لأحكام هذا القانون:

(1) الإنذار المكتوب من أجل الالتزام بالأحكام القانونية في أجل محدد؛

(2) دفع غرامة أو غرامات مالية تحدد الجهة الرقابية مبالغها بواسطة نصوص تطبيقية حسب طبيعة وخطورة المخالفة، وبما لا يقل عن مائة ألف أوقية ولا يزيد عن خمسمائة ألف أوقية؛

- (3) التعليق المؤقت لبعض العمليات؛
 - (4) حظر ممارسة بعض العمليات وغير ذلك من القيود على ممارسة النشاط؛
 - (5) تعليق توزيع الأرباح؛
 - (6) التعليق المؤقت لواحد أو أكثر من أعضاء مجلس الإدارة المسيرين أو الملاك ممن تثبت مسؤوليتهم عن المخالفة؛
 - (7) تعيين مدير مؤقت؛
 - (8) السحب الجزئي للاعتماد؛
 - (9) سحب الاعتماد.
- وفى جميع الأحوال يكون للجهة الرقابية نشر ما تتخذه من جزاءات في وسائل النشر المختلفة، ومتابعة قيام الجهات المشار إليها باتخاذ الإجراءات التصحيحية المناسبة.
- ويجوز أن تتضمن النصوص التطبيقية أية إجراءات أو تدابير أخرى."


محمد الأمين ولد الذهبي

